

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2005

Baisse du déficit de la zone euro et de l'UE25 à respectivement 2,4% et 2,3% du PIB

Dette publique à 70,8% et 63,4%

En 2005, le déficit public¹ s'est réduit par rapport à 2004, tant dans la **zone euro**² que dans l'**UE25**, tandis que la dette publique¹ a augmenté. Le déficit public a baissé dans la **zone euro** de 2,8% du PIB en 2004³ à 2,4% en 2005, et dans l'**UE25** de 2,6% à 2,3%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB est passé dans la **zone euro**, de 69,8% en 2004 à 70,8% en 2005, et dans l'**UE25**, de 62,4% à 63,4%.

Il faut noter que pour la **Belgique** et la **Grèce**, Eurostat doit entreprendre un examen complémentaire des données de déficit et de dette. Des explications supplémentaires sont fournies ci-dessous.

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------------------------------|----------------|-----------|-----------|------------|------------|
| Zone-euro | | | | | |
| PIB prix du marché (pm) | (million euro) | 7 248 715 | 7 455 906 | 7 753 484 | 7 991 277 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (million euro) | -182 843 | -226 498 | -213 268 | -188 518 |
| | % du PIB | -2,5 | -3,0 | -2,8 | -2,4 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 47,7 | 48,2 | 47,5 | 47,5 |
| Recettes publiques | % du PIB | 45,1 | 45,1 | 44,7 | 45,1 |
| Dette publique | (million euro) | 4 938 669 | 5 168 842 | 5 410 264 | 5 654 588 |
| | % du PIB | 68,1 | 69,3 | 69,8 | 70,8 |
| UE25 | | | | | |
| PIB prix du marché (pm) | (million euro) | 9 842 110 | 9 989 761 | 10 464 313 | 10 839 380 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (million euro) | -229 641 | -299 554 | -277 165 | -251 326 |
| | % du PIB | -2,3 | -3,0 | -2,6 | -2,3 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 46,8 | 47,5 | 47,0 | 47,2 |
| Recettes publiques | % du PIB | 44,4 | 44,5 | 44,3 | 44,9 |
| Dette publique | (million euro) | 5 950 191 | 6 194 500 | 6 533 165 | 6 867 945 |
| | % du PIB | 60,5 | 62,0 | 62,4 | 63,4 |

En 2005, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Hongrie** (-6,1%), au **Portugal** (-6,0%), en **Grèce** (-4,5%) et en **Italie** (-4,1%). Trois autres États membres ont enregistré un déficit public supérieur à 3% du PIB: le **Royaume-Uni** (-3,6%), l'**Allemagne** (-3,3%) et **Malte** (-3,3%). Huit États membres ont enregistré un excédent public en 2005: le **Danemark** (+4,9%), la **Suède** (+2,9%), la **Finlande** (+2,6%), l'**Estonie** (+1,6%), l'**Espagne** (+1,1%), l'**Irlande** (+1,0%), la **Lettonie** (+0,2%) et la **Belgique** (+0,1%). Au total, dix-huit États membres ont connu une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB, tandis que sept États membres ont enregistré une détérioration.

En 2005, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (4,8%), au **Luxembourg** (6,2%), en **Lettonie** (11,9%) et en **Lituanie** (18,7%). Neuf États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2005: la **Grèce** (107,5%), l'**Italie** (106,4%), la **Belgique** (93,3%), **Malte** (74,7%), **Chypre** (70,3%), l'**Allemagne** (67,7%), la **France** (66,8%), le **Portugal** (63,9%) et l'**Autriche** (62,9%).

En 2005, les dépenses publiques⁴ ont représenté 47,5% du PIB et les recettes⁴ 45,1% dans la **zone euro**. Ces chiffres pour l'**UE25** ont été respectivement de 47,2% et 44,9%. Entre 2004 et 2005, le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB est resté stable dans la **zone euro** alors que le ratio des recettes publiques a augmenté.

Réserves sur les données déclarées⁵

Belgique: Eurostat estime que la prise en charge par l'État en 2005 de la dette de 7400 millions d'euros de la société de chemin de fer SNCB doit entraîner, conformément aux règles du SEC 95, un transfert en capital de l'État à la SNCB ayant un impact du même montant sur le déficit public (égal à 2,5% du PIB). Cependant, les autorités statistiques belges ont informé Eurostat de l'intention du gouvernement belge d'introduire une législation visant à annuler rétroactivement cette opération. Les conséquences comptables de cette opération doivent être clarifiées avant la prochaine notification dans le cadre de la procédure de déficit excessif en octobre 2006.

Grèce: Malgré l'amélioration récente des procédures statistiques et la bonne coopération entre Eurostat et les autorités nationales statistiques grecques, des problèmes de nature structurelle et systémique demeurent en ce qui concerne les comptes publics grecs. Eurostat entreprendra une visite méthodologique⁶ dans les prochaines semaines afin de clarifier les questions en suspens (voir également le communiqué de presse d'Eurostat 120/2005 du 26 septembre 2005).

Eurostat a retiré ses réserves relatives à la notification de septembre 2005 (communiqué de presse d'Eurostat 120/2005 du 26 septembre 2005) en ce qui concerne la **République tchèque** et le **Portugal**.

Modifications des données déclarées⁷

France: Eurostat a modifié les données relatives au déficit notifiées par la France pour l'année 2005 en raison d'une reclassification en tant que transfert en capital d'un apport de capital dans la société de chemins de fer SNCF d'un montant de 250 millions d'euros (0,01% du PIB). Les chiffres de la dette demeurent inchangés.

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2002 à 2005 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS. Ceci aboutit à un accroissement des déficits publics pour 2002, 2004 et 2005 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2002/2003, 2004/2005 et 2005/2006) de 1 045 millions de GBP (0,1% du PIB) et pour 2003 (exercice 2003/2004) de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB). Les chiffres de la dette demeurent inchangés.

Autres points en suspens

Eurostat clarifiera plusieurs injections de capital non documentées, déclarées par certains États membres.

Eurostat clarifiera également le traitement comptable des problèmes suivants, applicable à certains États membres: opérations de titrisation effectuées par le gouvernement, classification des paiements pour l'utilisation des routes, ventes ou transferts de créances publiques douteuses (notamment dans le cas des créances sur l'étranger) et paiements en liaison avec le transfert à l'État d'engagements de retraite.

De plus, les décisions d'Eurostat sur "le traitement des transferts du budget de l'UE aux États membres" du 15 février 2005 et sur "l'enregistrement des dépenses d'équipement militaire" du 9 février 2006 ne semblent pas avoir été correctement appliquées par un certain nombre d'États membres. Eurostat clarifiera ce point dans les prochains mois.

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**, fournit les données relatives au déficit et à la dette publics, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la première notification de 2006 pour les années 2002-2005 en vue de l'application de la procédure de déficit excessif. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques.

Eurostat publiera également dans les prochains jours sur son site internet (sous Activités / Actualité Eurostat) des informations sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks), ainsi que sur les comptes publics sous-jacents.

1. Selon le "Traité de Maastricht" (Protocole sur la procédure sur les déficits excessifs), le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement des administrations publiques (administrations centrales, administrations régionales et locales et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale). Les données sur les intérêts de la Slovaquie ne sont pas encore consolidées.
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE25: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB, le taux de change moyen sur l'année a été utilisé,
 - pour l'encours de la dette publique, le taux de change en fin d'année a été utilisé.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales.
2. Zone euro: Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande.
3. Dans la précédente notification, les déficits publics pour la zone euro et l'UE25 en 2004 étaient respectivement de 2,7% et 2,6% du PIB. La dette publique était de 70,8% du PIB dans la zone euro et de 63,4% du PIB dans l'UE25. Voir le communiqué de presse 120/2005 du 26 septembre 2005.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission décrit dans le SEC95. Ce sont les sommes d'opérations non financières des comptes des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement de la Commission 1500/2000 du 10 juillet 2000. Il faut noter que suite à une modification du SEC95, le solde des finances publiques (qui peut être calculé comme la différence entre les recettes publiques totales et les dépenses) n'est plus le même selon le SEC95 et selon la procédure de déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:
 - La définition du SEC95 sur le besoin/capacité net de financement n'inclut pas les flux d'intérêts résultant des swaps et des contrats de garantie de taux;
 - Dans le cadre de la procédure de déficits excessifs, le besoin/capacité net de financement des administrations publiques inclut les flux d'intérêts résultant des swaps et des contrats de garantie de taux.Pour 2005, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure excepté en Suède (0,33%), au Danemark (0,21%), en Finlande (0,19%), en Grèce (0,18%), en Italie (0,15%), en Belgique (0,13%) et en Autriche (0,10%). Les données transmises par la Slovaquie et la Suède ne sont pas strictement comparables à celles des autres pays, ces États membres ayant transmis des intérêts sur une base non consolidée, ce qui entraîne une surestimation des recettes et des dépenses publiques.
5. Le terme de "réserves" est utilisé tel que défini dans l'article 8h(1) du règlement du Conseil (CE) 3605/93 tel que modifié. Selon le règlement du Conseil, la Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 8d(1) du règlement du Conseil 3605/93 tel que modifié, la Commission (Eurostat) organise des visites méthodologiques au cas où des risques importants ou des problèmes potentiels concernant la qualité des données sont identifiés, en particulier lorsqu'ils concernent les méthodes, concepts et classification appliqués aux données que les États membres sont tenus de rapporter.
7. Conformément à l'article 8h(2) du règlement du Conseil 3605/93 tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de l'article 8a(1).

Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques reportées dans le cadre de la procédure de déficits excessifs, voir la publication d'Eurostat "Manuel sur le calcul du déficit et de la dette publics en SEC95", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts récents concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves et leur impact sur les finances publiques, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat.

Publié par :
Service de presse Eurostat
Tim ALLEN
Bâtiment BECH
L-2920 LUXEMBOURG
Tél: +352-4301-33 444
Fax: +352-4301-35 349
eurostat-pressoffice@cec.eu.int
Communiqués de presse sur Internet:
<http://europa.eu.int/comm/eurostat/>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------------------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Belgique | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 267 578 | 274 582 | 288 089 | 298 180 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -32 | 217 | 5 | 222 |
| | % du PIB | -0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 49,8 | 51,1 | 49,5 | 50,1 |
| Recettes publiques | % du PIB | 49,8 | 51,2 | 49,4 | 50,1 |
| Dette publique | (millions euro) | 276 164 | 270 552 | 272 874 | 278 231 |
| | % du PIB | 103,2 | 98,5 | 94,7 | 93,3 |
| République tchèque | | | | | |
| PIB pm | (millions CZK) | 2 442 172 | 2 581 258 | 2 790 326 | 2 956 125 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions CZK) | -166 787 | -170 558 | -79 869 | -76 695 |
| | % du PIB | -6,8 | -6,6 | -2,9 | -2,6 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 46,7 | 47,2 | 44,2 | 43,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 39,9 | 40,7 | 41,4 | 41,1 |
| Dette publique | (millions CZK) | 702 324 | 774 989 | 855 102 | 901 330 |
| | % du PIB | 28,8 | 30,0 | 30,6 | 30,5 |
| Danemark | | | | | |
| PIB pm | (millions DKK) | 1 372 738 | 1 409 163 | 1 467 312 | 1 555 134 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions DKK) | 15 848 | 14 536 | 39 723 | 75 545 |
| | % du PIB | 1,2 | 1,0 | 2,7 | 4,9 |
| Dépenses publiques* | % du PIB | 55,2 | 55,3 | 55,1 | 53,1 |
| Recettes publiques* | % du PIB | 55,4 | 55,2 | 56,8 | 57,1 |
| Dette publique | (millions DKK) | 643 095 | 625 249 | 624 862 | 556 442 |
| | % du PIB | 46,8 | 44,4 | 42,6 | 35,8 |
| Allemagne | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 2 145 000 | 2 163 400 | 2 215 700 | 2 245 500 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -79 600 | -86 500 | -81 200 | -74 300 |
| | % du PIB | -3,7 | -4,0 | -3,7 | -3,3 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 48,1 | 48,4 | 46,8 | 46,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 44,3 | 44,4 | 43,2 | 43,4 |
| Dette publique | (millions euro) | 1 293 000 | 1 381 000 | 1 451 000 | 1 520 700 |
| | % du PIB | 60,3 | 63,8 | 65,5 | 67,7 |
| Estonie | | | | | |
| PIB pm | (millions EEK) | 116 915 | 127 334 | 141 493 | 164 918 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions EEK) | 1 205 | 3 019 | 2 140 | 2 627 |
| | % du PIB | 1,0 | 2,4 | 1,5 | 1,6 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 36,8 | 36,7 | 36,4 | 35,9 |
| Recettes publiques | % du PIB | 37,8 | 39,1 | 37,9 | 37,5 |
| Dette publique | (millions EEK) | 6 468 | 7 588 | 7 606 | 7 895 |
| | % du PIB | 5,5 | 6,0 | 5,4 | 4,8 |
| Grèce | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 143 482 | 155 543 | 168 417 | 181 088 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -7 074 | -8 965 | -11 681 | -8 222 |
| | % du PIB | -4,9 | -5,8 | -6,9 | -4,5 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 49,0 | 49,0 | 48,8 | 46,2 |
| Recettes publiques | % du PIB | 43,9 | 43,2 | 42,0 | 41,8 |
| Dette publique | (millions euro) | 158 887 | 167 723 | 182 702 | 194 666 |
| | % du PIB | 110,7 | 107,8 | 108,5 | 107,5 |

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------------------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Espagne | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 729 021 | 780 550 | 837 316 | 904 323 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -1 960 | -204 | -1 173 | 9 933 |
| | % du PIB | -0,3 | -0,0 | -0,1 | 1,1 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 38,7 | 38,3 | 38,8 | 38,2 |
| Recettes publiques | % du PIB | 38,4 | 38,3 | 38,7 | 39,3 |
| Dette publique | (millions euro) | 383 079 | 381 464 | 388 495 | 390 277 |
| | % du PIB | 52,5 | 48,9 | 46,4 | 43,2 |
| France | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 1 548 555 | 1 594 814 | 1 659 020 | 1 705 044 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -48 785 | -66 555 | -60 564 | -49 183 |
| | % du PIB | -3,2 | -4,2 | -3,7 | -2,9 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 52,6 | 53,4 | 53,2 | 53,9 |
| Recettes publiques | % du PIB | 49,5 | 49,2 | 49,6 | 51,0 |
| Dette publique | (millions euro) | 901 837 | 994 527 | 1 069 165 | 1 138 438 |
| | % du PIB | 58,2 | 62,4 | 64,4 | 66,8 |
| Irlande | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 130 515 | 139 097 | 148 556 | 160 322 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -547 | 239 | 2 288 | 1 624 |
| | % du PIB | -0,4 | 0,2 | 1,5 | 1,0 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 33,4 | 33,4 | 33,7 | 34,5 |
| Recettes publiques | % du PIB | 33,0 | 33,6 | 35,2 | 35,5 |
| Dette publique | (millions euro) | 41 853 | 43 252 | 43 743 | 44 194 |
| | % du PIB | 32,1 | 31,1 | 29,4 | 27,6 |
| Italie | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 1 295 226 | 1 335 458 | 1 388 871 | 1 417 241 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -37 085 | -46 036 | -47 652 | -58 174 |
| | % du PIB | -2,9 | -3,4 | -3,4 | -4,1 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 47,4 | 48,3 | 47,8 | 48,2 |
| Recettes publiques | % du PIB | 44,4 | 44,8 | 44,3 | 44,0 |
| Dette publique | (millions euro) | 1 366 998 | 1 392 112 | 1 441 879 | 1 507 556 |
| | % du PIB | 105,5 | 104,2 | 103,8 | 106,4 |
| Chypre | | | | | |
| PIB pm | (millions CYP) | 6 370 | 6 815 | 7 254 | 7 740 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions CYP) | -284 | -428 | -299 | -186 |
| | % du PIB | -4,5 | -6,3 | -4,1 | -2,4 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 40,6 | 45,3 | 43,8 | 44,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 36,1 | 39,1 | 39,7 | 42,3 |
| Dette publique | (millions CYP) | 4 153 | 4 752 | 5 199 | 5 443 |
| | % du PIB | 65,2 | 69,7 | 71,7 | 70,3 |
| Lettonie | | | | | |
| PIB pm | (millions LVL) | 5 758 | 6 393 | 7 414 | 8 904 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions LVL) | -131 | -75 | -70 | 15 |
| | % du PIB | -2,3 | -1,2 | -0,9 | 0,2 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 35,6 | 34,6 | 35,9 | 36,2 |
| Recettes publiques | % du PIB | 33,4 | 33,5 | 34,9 | 36,4 |
| Dette publique | (millions LVL) | 775 | 923 | 1 080 | 1 064 |
| | % du PIB | 13,5 | 14,4 | 14,6 | 11,9 |

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------------------------------|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| Lituanie | | | | | |
| PIB pm | (millions LTL) | 51 948 | 56 772 | 62 440 | 71 084 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions LTL) | -711 | -693 | -921 | -372 |
| | % du PIB | -1,4 | -1,2 | -1,5 | -0,5 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 34,3 | 33,2 | 33,4 | 33,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 32,9 | 31,9 | 31,9 | 33,1 |
| Dette publique | (millions LTL) | 11 591 | 12 046 | 12 162 | 13 310 |
| | % du PIB | 22,3 | 21,2 | 19,5 | 18,7 |
| Luxembourg | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 24 028 | 25 684 | 27 056 | 28 623 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | 477 | 47 | -309 | -552 |
| | % du PIB | 2,0 | 0,2 | -1,1 | -1,9 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 41,4 | 42,1 | 43,2 | 44,3 |
| Recettes publiques | % du PIB | 43,4 | 42,2 | 42,1 | 42,4 |
| Dette publique | (millions euro) | 1 570 | 1 625 | 1 782 | 1 774 |
| | % du PIB | 6,5 | 6,3 | 6,6 | 6,2 |
| Hongrie | | | | | |
| PIB pm | (millions HUF) | 16 915 000 | 18 651 000 | 20 413 000 | 21 785 000 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions HUF) | -1 416 000 | -1 196 300 | -1 098 900 | -1 334 100 |
| | % du PIB | -8,4 | -6,4 | -5,4 | -6,1 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 52,0 | 49,8 | 49,5 | 50,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 43,7 | 43,4 | 44,1 | 44,5 |
| Dette publique | (millions HUF) | 9 295 829 | 10 570 770 | 11 665 411 | 12 712 240 |
| | % du PIB | 55,0 | 56,7 | 57,1 | 58,4 |
| Malte | | | | | |
| PIB pm | (millions MTL) | 1 797 | 1 829 | 1 830 | 1 927 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions MTL) | -100 | -186 | -94 | -64 |
| | % du PIB | -5,6 | -10,2 | -5,1 | -3,3 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 44,3 | 49,4 | 48,5 | 47,5 |
| Recettes publiques | % du PIB | 38,7 | 39,2 | 43,4 | 44,2 |
| Dette publique | (millions MTL) | 1 101 | 1 305 | 1 395 | 1 440 |
| | % du PIB | 61,2 | 71,3 | 76,2 | 74,7 |
| Pays-Bas | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 465 214 | 476 349 | 488 642 | 501 921 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -9 182 | -14 908 | -9 283 | -1 355 |
| | % du PIB | -2,0 | -3,1 | -1,9 | -0,3 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 46,2 | 47,1 | 46,6 | 45,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 44,2 | 43,9 | 44,5 | 45,4 |
| Dette publique | (millions euro) | 235 079 | 247 352 | 256 924 | 265 727 |
| | % du PIB | 50,5 | 51,9 | 52,6 | 52,9 |
| Autriche | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 220 688 | 226 968 | 237 039 | 246 466 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -1 087 | -3 483 | -2 658 | -3 738 |
| | % du PIB | -0,5 | -1,5 | -1,1 | -1,5 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 50,7 | 50,9 | 50,0 | 49,6 |
| Recettes publiques | % du PIB | 50,0 | 49,2 | 48,8 | 48,0 |
| Dette publique | (millions euro) | 145 591 | 146 083 | 150 649 | 155 142 |
| | % du PIB | 66,0 | 64,4 | 63,6 | 62,9 |

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|-----------------------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Pologne | | | | | |
| PIB pm | (millions PLN) | 807 860 | 842 120 | 922 157 | 967 693 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions PLN) | -25 602 | -39 625 | -35 918 | -23 953 |
| | % du PIB | -3,2 | -4,7 | -3,9 | -2,5 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 44,2 | 44,6 | 42,5 | 43,3 |
| Recettes publiques | % du PIB | 41,0 | 39,9 | 38,6 | 40,8 |
| Dette publique | (millions PLN) | 321 446 | 369 786 | 386 303 | 411 432 |
| | % du PIB | 39,8 | 43,9 | 41,9 | 42,5 |
| Portugal | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 135 434 | 137 523 | 142 843 | 147 249 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | -3 864 | -4 000 | -4 565 | -8 867 |
| | % du PIB | -2,9 | -2,9 | -3,2 | -6,0 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 44,3 | 45,9 | 46,4 | 47,8 |
| Recettes publiques | % du PIB | 41,4 | 42,9 | 43,2 | 41,8 |
| Dette publique | (millions euro) | 75 211 | 78 433 | 83 781 | 94 071 |
| | % du PIB | 55,5 | 57,0 | 58,7 | 63,9 |
| Slovénie | | | | | |
| PIB pm | (millions SIT) | 5 355 440 | 5 813 540 | 6 251 244 | 6 557 698 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions SIT) | -143 508 | -165 684 | -145 157 | -115 447 |
| | % du PIB | -2,7 | -2,8 | -2,3 | -1,8 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 48,0 | 48,1 | 47,6 | 47,3 |
| Recettes publiques | % du PIB | 45,4 | 45,2 | 45,3 | 45,5 |
| Dette publique | (millions SIT) | 1 591 973 | 1 694 581 | 1 845 381 | 1 906 860 |
| | % du PIB | 29,7 | 29,1 | 29,5 | 29,1 |
| Slovaquie | | | | | |
| PIB pm | (millions SKK) | 1 111 484 | 1 212 665 | 1 355 262 | 1 472 103 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions SKK) | -85 306 | -45 395 | -40 641 | -42 465 |
| | % du PIB | -7,7 | -3,7 | -3,0 | -2,9 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 43,3 | 39,4 | 38,9 | 36,8 |
| Recettes publiques | % du PIB | 35,7 | 35,6 | 35,9 | 33,9 |
| Dette publique | (millions SKK) | 481 328 | 518 291 | 564 106 | 507 428 |
| | % du PIB | 43,3 | 42,7 | 41,6 | 34,5 |
| Finlande | | | | | |
| PIB pm | (millions euro) | 143 974 | 145 938 | 151 935 | 155 320 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions euro) | 5 896 | 3 650 | 3 525 | 4 094 |
| | % du PIB | 4,1 | 2,5 | 2,3 | 2,6 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 48,8 | 50,0 | 50,3 | 50,7 |
| Recettes publiques | % du PIB | 52,9 | 52,4 | 52,4 | 53,1 |
| Dette publique | (millions euro) | 59 400 | 64 719 | 67 270 | 63 812 |
| | % du PIB | 41,3 | 44,3 | 44,3 | 41,1 |
| Suède | | | | | |
| PIB pm | (millions SEK) | 2 371 606 | 2 459 413 | 2 573 176 | 2 673 064 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions SEK) | -5 334 | 2 013 | 46 756 | 77 424 |
| | % du PIB | -0,2 | 0,1 | 1,8 | 2,9 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 57,9 | 58,2 | 56,7 | 56,4 |
| Recettes publiques | % du PIB | 57,5 | 58,0 | 58,3 | 59,1 |
| Dette publique | (millions SEK) | 1 232 212 | 1 273 163 | 1 299 558 | 1 345 494 |
| | % du PIB | 52,0 | 51,8 | 50,5 | 50,3 |

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|-----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Royaume-Uni** | | | | | |
| PIB pm | (millions GBP) | 1 065 138 | 1 123 831 | 1 183 752 | 1 228 434 |
| Déficit public (-) / excédent (+) | (millions GBP) | -16 817 | -36 715 | -38 660 | -44 727 |
| | % du PIB | -1,6 | -3,3 | -3,3 | -3,6 |
| Dépenses publiques | % du PIB | 40,9 | 42,5 | 43,2 | 44,8 |
| Recettes publiques | % du PIB | 39,4 | 39,3 | 40,0 | 41,3 |
| Dette publique | (millions GBP) | 400 303 | 438 676 | 482 801 | 525 919 |
| | % du PIB | 37,6 | 39,0 | 40,8 | 42,8 |
| <i>Memo: année budgétaire (ab)</i> | | | | | |
| <i>PIB pm ab</i> | <i>(millions GBP)</i> | <i>1 021 419</i> | <i>1 080 511</i> | <i>1 138 277</i> | <i>1 196 152</i> |
| <i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i> | <i>(millions GBP)</i> | <i>-564</i> | <i>-23 244</i> | <i>-35 914</i> | <i>-39 535</i> |
| | % du PIB | -0,1 | -2,2 | -3,2 | -3,3 |
| <i>Dette publique ab</i> | <i>(millions GBP)</i> | <i>380 510</i> | <i>399 343</i> | <i>442 534</i> | <i>480 414</i> |
| | % du PIB | 37,3 | 37,0 | 38,9 | 40,2 |

* Le Danemark rapporte, dans le cadre du tableau 2 du programme de transmission des comptes nationaux annuels, des dépenses et recettes des administrations publiques qui excluent les flux relatifs aux régimes de pension avec constitution de réserves à cotisations prédéfinies. Voir également l'annexe II de ce communiqué de presse.

** Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars), qui reflètent les dispositions spécifiques budgétaires du Royaume-Uni, sont présentées en italiques pour mémoire.

Annexe I

Principales révisions entre les notifications de septembre 2005 et avril 2006

Le PIB notifié en avril 2006 aux fins de la procédure de déficit excessif est le PIB incluant l'allocation des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), alors qu'en septembre 2005 le PIB notifié ne les incluait pas. Cependant, Chypre a déclaré son PIB sans allocation des SIFIM en avril 2006 également. L'allocation des SIFIM augmente en général le PIB, mais n'a pas d'effet sur le déficit et la dette.

Les explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette ayant eu lieu entre les notifications de septembre 2005 et avril 2006.

Déficit

République tchèque: la diminution importante du déficit pour 2003 est due principalement à l'exclusion du déficit du «montant maximal» de la garantie pour la Banque postale et d'investissement (Investiční a Poštovní banka) (160 milliards de CZK; 6,2% du PIB).

Danemark: l'accroissement de l'excédent pour 2004 est dû à l'actualisation des données de base sur les impôts et transferts courants.

Estonie: la réduction des excédents pour la période 2002-2004 est due principalement à des changements méthodologiques et à l'utilisation de données de base différentes.

Grèce: l'accroissement du déficit en 2004 est dû principalement à une modification du solde budgétaire de l'État et à la révision à la baisse de l'excédent des fonds de sécurité sociale.

Italie: la hausse des déficits sur la période 2002-2004 est liée aux révisions des comptes nationaux et à l'actualisation de données de base, parmi lesquelles une révision à la baisse des commissions de collecte d'impôts sur les loteries, une révision à la baisse des montants obtenus des amnisties fiscales, et une révision à la hausse des montants des indemnités des fonctionnaires.

Luxembourg: la hausse du déficit pour 2004 est principalement due à des remboursements de TVA par l'administration.

Autriche: l'accroissement du déficit en 2003 est largement dû à la reclassification en transferts en capital, de certains prêts des administrations publiques (Länder) aux hôpitaux. Cela a également augmenté le déficit public en 2002 et 2004, bien que dans une moindre mesure.

Portugal: l'accroissement du déficit pour 2004 est largement dû à de nouvelles informations sur les transactions publiques, notamment au niveau des administrations locales, et à la reclassification de prêts en transferts en capital.

Slovénie: l'accroissement du déficit pour 2004 est dû à des acquisitions d'actions reclassées comme transferts en capital, à des dépenses d'intérêts plus élevées effectuées par le Fonds de restitution, et à la révision de données relatives à la formation brute de capital fixe et à la TVA.

Finlande: l'accroissement de l'excédent pour 2004 est dû à l'actualisation des données de base.

Suède: l'accroissement de l'excédent pour 2004 est dû essentiellement à l'actualisation des données de base sur les impôts pour l'administration centrale et sur la consommation intermédiaire pour les administrations locales.

Royaume-Uni: la hausse du déficit pour 2004 est due à l'actualisation des données de base sur les recettes et dépenses fiscales, en raison de nouvelles informations relatives aux droits constatés.

Dette

Belgique: l'accroissement de la dette pendant la période 2002-2004 est dû au reclassement de sociétés de transport régional dans le secteur des administrations publiques.

République tchèque: la forte diminution de la dette à partir de 2003 est due à l'exclusion de la dette publique du "montant maximal" de la garantie pour la Banque postale et d'investissements (Investiční a Poštovní banka) (160 milliards de CZK; 6,2% du PIB). La diminution de la dette en 2002 est due à l'inclusion de nouvelles informations sur le remboursement de dettes contractées en 1998.

Lettonie: la diminution de la dette pour 2002 est due à des changements de sources des données.

Malte: la réduction de la dette pour 2004 est due à une meilleure consolidation au sein du sous-secteur de l'administration centrale et à une actualisation des données de base pour les unités extra-budgétaires.

Annexe II

Classement des régimes de pension avec constitution de réserves en cas de responsabilité ou de garantie des administrations publiques

Eurostat a publié le 2 mars 2004 une décision sur le classement des régimes de pension avec constitution de réserves en cas de responsabilité ou de garantie des administrations publiques (voir communiqué de presse 30/2004). Ainsi qu'il était annoncé à cette occasion, Eurostat a organisé des discussions bilatérales avec plusieurs États membres concernant la mise en oeuvre de cette décision. Lors de ces discussions, il est apparu que certains États membres pourraient avoir besoin d'une période transitoire pour mettre en oeuvre cette décision et éviter de perturber la conduite de leurs politiques budgétaires. Cette période transitoire expirera lors de la notification d'avril 2007. En conséquence, tous les États membres devront se conformer à cette décision au plus tard lors de la notification d'avril 2007. A présent, le Danemark, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Suède ont classé leurs régimes de pension avec constitution de réserves et à cotisations prédéfinies dans le secteur des administrations publiques.

Jusqu'à l'expiration de cette période transitoire, l'inclusion de ces régimes de pension dans le secteur des administrations publiques réduira le déficit public ou augmentera l'excédent, et diminuera la dette. Dans la notification d'avril 2006, l'impact pour les États membres concernés est le suivant, en pourcentage du PIB:

Déficit / Excédent

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------|------|------|------|------|
| Danemark | 1,0% | 1,1% | 1,0% | 0,9% |
| Hongrie | 0,7% | 0,9% | 1,2% | 1,4% |
| Pologne | 1,8% | 1,6% | 1,8% | 1,9% |
| Slovaquie | - | - | - | 0,6% |
| Suède | 0,9% | 0,9% | 1,0% | 1,0% |

Debt

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|------------------|------|------|------|------|
| Danemark | 1,6% | 1,2% | 1,2% | 0,4% |
| Hongrie | 1,6% | 2,2% | 3,1% | 4,0% |
| Pologne | 2,4% | 3,2% | 4,0% | 5,4% |
| Slovaquie | - | - | - | 0,0% |
| Suède | 0,7% | 0,7% | 0,6% | 0,6% |